

PRÉFÈTE  
D'EURE-ET-LOIR

**Délégation de signature de M. le Secrétaire Général, Préfet d'Eure-et-Loir par intérim, au profit de  
M. Jean-Luc BARÇON-MAURIN,  
Directeur Départemental des Finances Publiques**

**Le Secrétaire Général, Préfet d'Eure-et-Loir par intérim  
Chevalier du Mérite agricole**

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;/

Vu l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 relative à la partie législative du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de M. Régis ELBEZ, Secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 11 septembre 2017 portant nomination de M. Jean-Luc BARÇON-MAURIN, Administrateur Général des Finances Publiques en qualité de Directeur Départemental des Finances Publiques d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 30 octobre 2019, portant cessation de fonctions de Préfète d'Eure-et-Loir exercées par Mme Sophie BROCAS,

Vu le décret du 30 octobre 2019, portant nomination de Mme Fadela BENRABIA, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté préfectoral n°4/2018 du 15 janvier 2018, portant délégation de signature au profit de M. Jean-Luc BARÇON-MAURIN, directeur départemental des finances publiques,

Considérant l'absence de préfet d'Eure-et-Loir du 12 au 17 novembre 2019 inclus,

Considérant l'intérim de droit exercé par M. le secrétaire général d'Eure-et-Loir du 12 au 17 novembre 2019 inclus,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**: L'arrêté préfectoral n°4/2018 du 15 janvier 2018, portant délégation de signature au profit de M. Jean-Luc BARÇON-MAURIN, directeur départemental des finances publiques, est abrogé.

**Article 2**: Délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc BARÇON-MAURIN, Directeur Départemental des finances publiques d'Eure-et-Loir à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion, d'utilisation et de cession des biens domaniaux	Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Passation au nom de l'Etat des actes d'acquisition, de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. L.1212-1 et R.4111-8 du code général de la propriété des personnes publiques.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R.2111-1 et R.211-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
4	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature des conventions d'utilisation avec le service ou l'établissement utilisateur.	Art. R.2313-3 du code général de la propriété des personnes publiques.
5	Attribution des concessions de logements.	Art. R. 2124-67, R.2222-18 et R.4121-3 du code général de la propriété des personnes publiques.
6	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 2331-1, R.3231-2, R.2331-3, R.2331-4, R.2331-5, R.2331-6 et R.4111-11 du code général de la propriété des personnes publiques.
7	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie	Art. R. 1212-9 à R.1212-14 du code général de la propriété des personnes publiques. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du

	<p>d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R. 1212-12 et R.1212-13 du code général de la propriété des personnes publiques.</p> <p>Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte des départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale des finances publiques.</p>	29 avril 2004.
--	---	----------------

**Article 3** : M. Jean-Luc BARÇON-MAURIN, Directeur Départemental des Finances Publiques d'Eure-et-Loir, peut donner sa délégation aux agents placés sous son autorité, pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. Cette délégation de signature sera prise, au nom du Secrétaire Général, Préfet d'Eure-et-Loir par intérim, par arrêté de délégation qui devra être transmis au Secrétaire Général, Préfet d'Eure-et-Loir par intérim, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, Préfet d'Eure-et-Loir par intérim et le Directeur Départemental des Finances Publiques d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir et sera en vigueur du 12 au 17 novembre 2019 inclus.

**Chartres, le 8 novembre 2019**

**Le Secrétaire Général,  
Préfet d'Eure-et-Loir par intérim,**



**Régis ELBEZ**